

La caduque de Peuples en Union Soviétique

Les événements de Syrie

LA GUERRE NAVALE L'ATTITUDE PROVOCATRICE DE M. ROOSEVELT

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Les "grandes nations"

Pour une considération claire des rapports réels existant, quelques groupes de peuples, unis racialement et linguistiquement, ressortissent cependant à des catégories considérées comme nations.

Ce sont les Russes proprement dits, avec environ 75 millions d'âmes, qui ne représentent que 25 de la population totale de l'Union Soviétique; les Ukrainiens, avec environ 32 millions d'âmes; les Turcs, avec 17 millions; les Russes Blancs, avec 5 millions, et les Finnois avec 4 millions.

Suivent les Juifs avec environ 2 millions qui, malgré leur faible participation dans l'U.R.S.S. d'une population de 170 millions d'habitants, jouent un rôle décisif dans la vie de l'Etat; les Géorgiens, les Arméniens, les Caucasiens et les Lettons.

A cela s'ajoutent ces dernières années, les Estonniens, annexés par les Bolcheviks, qui sont proches du groupe finnois, ainsi que les Lettons et Litوانيens slaves.

La partie de l'Union Soviétique, est en majeure partie colonisée par les Ukrainiens et les Russes Blancs.

Le groupe populaire allemand, qui est reparti dans des territoires principaux de colonisation, notamment sur la Volga dans le territoire de Saratov, et en Russie du Sud, sur la côte de la Mer Noire, compte 1.200.000 habitants.

Le russe langue prédominante

La nation numériquement la plus importante est constituée par les Russes.

Si aujourd'hui dans l'Union Soviétique, la langue russe est considérée comme langue officielle, une telle revendication de direction n'étant accordée à aucun peuple, il n'en constitue pas moins, par leur nombre, leur répartition sur tout le territoire de l'Etat, le peuple le plus important de la nation.

Raciquement, la langue diffère cependant par une certaine différence dans les dialectes. Les Ukrainiens et les Russes Blancs, la langue russe, la plus répandue parmi les nombreuses langues de l'U.R.S.S., échouent en outre une importance particulière, du fait qu'elle représente le moyen de compréhension généralement reconnu par l'Etat.

Elle est employée comme moyen de puissance pour la russification et la domination de tout le territoire de l'Etat Soviétique, qui, avec 21 millions de kilomètres carrés, représente 1/6 de la superficie totale de la Terre.

La classe dirigeante russe, dans laquelle depuis toujours ont trouvé accès des non-russes, tels que les Allemands, des Nordiques des Tartares, des Géorgiens, est aujourd'hui caractérisée par la forte influence des Juifs, qui occupent les postes déterminants dans le Parti communiste et dans l'Administration de l'Union Soviétique.

Ukrainiens et Russes Blancs

Les 32 millions d'Ukrainiens forment le deuxième peuple en importance de l'Union Soviétique.

L'Etat Fédéral de l'Ukraine ne comprend cependant nullement tout le territoire de colonisation ukrainien.

Dans ce cas, ce sont des points de vue économiques qui ont permis à Moscou de laisser le plus grand district industriel dans le bassin du Donetz, et le district important pour la production de blé du Kuban, en dehors de l'Ukraine soviétique.

La plus forte soumission à la culture occidentale, la langue et la culture propres à cette nation nationale-paysanne de peuple ukrainien, ont provoqué une chaîne continue de combats contre les oppresseurs russes.

Les débuts du mouvement populaire ukrainien remontent au dix-huitième siècle.

En 1918, les Ukrainiens ont vu naître, après de lourds sacrifices sanglants, un Etat qui leur est propre, mais les terribles « méthodes » de colonisation des Bolcheviks ont, une fois de plus, détruit ce rêve séculaire.

Si les Ukrainiens aujourd'hui encore ne forment qu'un Etat partie des 11 Etats Fédéraux soviétiques, la vieille volonté de liberté et la vieille aspiration à l'indépendance du pays n'ont point été éteintes.

Le territoire de colonisation russe blanc s'étend sur la partie orientale de l'ancienne Pologne, la Lettonie et l'Union Soviétique.

Le sentiment national s'est éveillé plus tard chez les Russes Blancs que chez les Ukrainiens.

La noblesse russe blanche était en majeure partie polonaise.

Les villes y étaient surtout juives, et seule la classe paysanne que la nation blanche pouvait ressentir efficacement était russe blanche.

De là naquit lentement une couche populaire qui exposa, dans une claire formule, le sentiment du renouvellement national.

Turcs et Finlandais

Avec 17 millions d'âmes, les Turcs représentent le plus grand groupe populaire non slave.

La séparation de ces quatre groupes, de colonisation: le Turkestani, le Territoire Volga-Oural, l'Azerbeïdjan et la Crimée.

Mais la conscience nationale est toujours néanmoins restée vivante, dans le combat défensif commun, contre les tentatives de bolchevisation de Moscou, sans que la stabilisation de la Turquie moderne ait joué un rôle important dans cette tendance.

Le groupe populaire finnois se partage entre les Finnois occidentaux qui vivent en Carélie, c'est-à-dire à la frontière de la Finlande, et les Finnois orientaux habitant le territoire fluvial de la Volga, que les Russes partagent de nouveau en Mordwinnes, Udmourtes, Mari et Permiens.

Les appartenant, comme les Syriens, les Vogules et les Ostiaques, au groupe linguistique finno-ougrien.

Les Caréliens, ces derniers années particulièrement, ressentent le sort des peuples frontaliers soviétiques.

La répression sanglante et les déportations ont menacé dans son existence cette partie du peuple finnois.

Les Juifs

Les Juifs, qui ne constituent pas à vrai dire de groupe populaire dans le sens compris ici, doivent cependant être évoqués particulièrement, en raison de leur forte cohésion et de leur influence définie sur la politique soviétique.

Le bolchevisme a puissamment soutenu l'expansion des milieux juifs, leur particularité consistant à détruire toute unité populaire convenant tout à fait aux Soviétiques.

En réalité, les Juifs ont aujourd'hui la politique de Moscou. Ils dominent l'appareil fonctionnaire du Parti communiste.

L'oppression des peuples, menacés par la révolution, est enchevêtrée dans l'Union Soviétique, est à porter à leur compte.

Profitant de la limitation administrative arbitraire et de l'emboîtement des peuples, les enchevêtrements brutalement toute aspiration à la liberté.

Le mot de liberté des peuples, hautement exploité par les Bolcheviks, a, contre la volonté de ceux qui en abusent, constamment tenu en échec la conscience nationale des Ukrainiens et des Russes Blancs, des Turcs et des Finnois, des Géorgiens, des Arméniens et Caucasiens, et surtout des Allemands.

Que cette conscience nationale s'affirme en flammes claires par l'avance victorieuse des armes allemandes, les révoltes qui ont éclaté dans le dos des Russes, des premiers jours du combat, le prouvent.

La solution d'une longue période de souffrances a commencé.

Des dispositions spéciales seront prévues en ce qui concerne le Djebel-Druze où, pour des raisons de sécurité, les troupes françaises resteront en garnison jusqu'à leur relèvement par les troupes britanniques.

3) Afin d'assurer la sécurité publique, l'occupation des principales localités syriennes et libanaises sera effectuée selon un programme qui permettra de remplacer les forces françaises par les forces occupantes.

4) Les champs de mines maritimes et terrestres seront signalés aux autorités occupantes.

5) Tous les honneurs de la guerre seront rendus aux forces françaises. Celles-ci se retireront dans les zones de stationnement qui auront été prévues, avec l'ensemble de leurs matériels, les chars, automitrailleuses et toutes leurs munitions.

Toutes les mesures nécessaires seront prises par le gouvernement français pour éviter que des armes et des munitions soient laissées à l'abandon sur les champs de bataille ou dans quelque lieu que ce soit.

Les autorités militaires françaises devront faire le nécessaire en vue de la récupération des armes qui pourraient se trouver aux mains de la population.

6) En considération des honneurs de la guerre, accordés aux forces françaises, les officiers, sous-officiers et soldats français sont autorisés à garder leurs armes individuelles, fusils ou mousquetons, revolvers, baïonnettes, épées ou sabres; les soldats ne conserveront aucune munition.

Dans chaque unité, pour des raisons de sécurité, il sera laissé un chiffre réduit de munitions. Le gendarme gardera ses armes et une quantité réduite de munitions.

Tout autre matériel de guerre, y compris les canons, les batteries côtières, anti-aériennes, ainsi que les véhicules militaires, sera stocké sous le contrôle des autorités britanniques. Il sera procédé à l'inscription de ce matériel et les autorités britanniques auront le droit de prélever ce qu'il leur est nécessaire. Le rest sera détruit par les autorités françaises sous le contrôle des autorités britanniques.

La libération des prisonniers

7) Les prisonniers appartenant aux forces alliées seront immédiatement libérés, y compris ceux qui ont été transférés en France. En ce qui concerne les derniers, les autorités britanniques se réservent le droit de détenu en captivité un

nombre égal d'officiers français, autant que possible de grade équivalent, jusqu'à ce que les officiers incarcérés en France aient été libérés.

Les prisonniers français seront libérés lorsque tout le territoire de la Syrie et du Liban auront été acceptés par le gouvernement syrien, conformément à l'accord pleinement exécuté. Ils seront alors mis en mesure de rejoindre leur unité en vue de leur rapatriement.

8) L'alternative de se rallier à la cause alliée ou d'être rapatrié sera laissée au libre choix de chaque individu, tant civil que militaire. Les civils qui ne se rallieront pas à la cause alliée pourront être autorisés à rester au Levant.

Mesures diverses

9) Les fonctionnaires d'autorité et les fonctionnaires appartenant à des services techniques et les officiers des services spéciaux resteront en fonction le temps nécessaire pour assurer la continuité de l'administration du pays, jusqu'à ce qu'ils puissent être remplacés. Ils pourront alors être rapatriés s'ils en expriment le désir. Ils pourront être affectés pour des tâches qui leur paraissent satisfaisantes à leur service.

10) Les autorités britanniques d'accord pour que le rapatriement des troupes et des ressortissants français soit effectué par les transports maritimes français sous réserve que ces personnes aient opté pour le rapatriement. Les autorités britanniques auront le droit de contrôler ces opérations de rapatriement.

11) Les avoirs en monnaie des ressortissants français rapatriés seront transférés en espèces ou en titres à établir. Les intérêts bénéficieront d'un traitement qui ne saurait être moins favorable que celui des avoirs transférés par des personnes ayant récemment quitté le Levant.

Tout autre matériel de guerre, y compris les canons, les batteries côtières, anti-aériennes, ainsi que les véhicules militaires, sera stocké sous le contrôle des autorités britanniques. Il sera procédé à l'inscription de ce matériel et les autorités britanniques auront le droit de prélever ce qu'il leur est nécessaire. Le rest sera détruit par les autorités françaises sous le contrôle des autorités britanniques.

Administrations, Services publics, etc...

13) Les administrations, les services publics et les services d'utilité publique, y compris les chemins de fer, les transports en commun, les installations d'électricité et distributions d'eau seront maintenus en fonctionnement avec leur personnel et remis intacts.

14) Tous les moyens de communication téléphoniques, radio-télégraphiques et télégraphiques, y compris les câbles, seront remis intacts aux autorités occupantes. L'utilisation des liaisons télégraphiques avec la France sera assurée au commandement militaire et aux services publics, sous réserve des conditions que pour les autres usagers.

Ports, Aviation

15) Toutes les installations portuaires, tous les établissements navals et tous navires seront remis intacts aux autorités occupantes.

16) Tous les avions, tous les équipements et toutes les installations aéronautiques se trouvant sur le territoire syrien et libanais seront remis intacts aux autorités de la présente convention, les avions britanniques seront mis en mesure d'utiliser tous les aérodromes et terrains d'atterrissage existants.

17) Les stocks de carburant de guerre et les stocks de munitions seront livrés intacts. Les quantités nécessaires aux transports aéro-maritimes seront mises à la disposition du commandement français.

18) La monnaie et autres moyens de paiement en circulation ou en réserve dans les établissements bancaires ou dans les caisses publiques ne subiront aucune destruction.

Troupes du Levant

19) Les autorités militaires britanniques se réservent le droit de prélever un nombre de troupes du Levant, au fur et à mesure que celles-ci seront licenciées par les autorités françaises, les armes de guerre et les munitions remises aux autorités britanniques.

20) Les autorités britanniques n'engageront aucune poursuite et ne prendront aucune mesure de représailles contre les soldats syriens et libanais qui ont pris part à titre militaire, aux récentes hostilités.

21) L'exécution du présent accord sera régie ou contrôlée par une commission mixte, dont le siège sera à Beyrouth et qui sera composée de 5 membres. Trois de ces membres, y compris le président, seront nommés par les autorités britanniques et les deux autres membres par les autorités françaises.

Cette commission pourra nommer autant de sous-commissions et avoir recours à d'autres experts qui lui sera nécessaire.

22) Le présent accord est établi dans deux langues française et anglaise. En cas de désaccord, le texte anglais fera foi.

Pas de capitulation militaire

Le texte de l'accord confirmant la suspension d'armes en Syrie, tel qu'il a été signé hier, est profondément différent de celui qui avait d'abord été soumis au gouvernement français, et que celui-ci avait refusé de prendre en considération. Les conditions primitivement fixées par les Anglais avaient un caractère politique et elles étaient inacceptables.

Dans le nouvel accord qui a été signé hier par le général Vétillat et le général Wilson, des conditions honorables sont faites aux troupes qui, fidèles, au devoir, ont tenu bon pendant les événements héroïques. Il n'y a pas eu de capitulation militaire, et l'accord de Saint-Jean-d'Acres le confirme.

La France, de plus, dans le domaine politique, n'a pas abandonné ses droits au Levant, et ne renonce pas à la mission traditionnelle qui est la sienne, puisque rien n'a été dit qui compromette son avenir dans le Proche-Orient.

Arrivée à Bizerte d'un navire-hôpital ramenant des blessés de Syrie

Venit. 15. — Un navire-hôpital venant de Beyrouth a débarqué, à

L'AMIRAUTÉ BRITANNIQUE AVOUE LA PERTE, EN JUIN, DE 71 NAVIRES JAUGÉES 311.000 TONNES

Amsterdam, 15. — L'Amirauté britannique a admis que pendant le mois de juin, la perte de 71 navires britanniques, d'un tonnage total de 311.000 tonnes et de huit bateaux neutres naviguant pour le compte de l'Angleterre.

Le Service anglais des Informations communique qu'à l'Amirauté britannique ne publiera plus régulièrement les pertes en navires, afin « de ne pas fournir d'informations importantes à l'ennemi ». Les pertes ne seront publiées que lorsque l'Amirauté britannique le jugera nécessaire.

LE PATROUILLEUR « AUCKLAND » COULÉ

Amsterdam, 15. — L'Amirauté britannique a fait savoir que le patrouilleur britannique « Auckland » coulé le 20 juin, fut lancé en 1938, jaugeait 1.200 tonnes. Les proches parents des victimes ont été avisés.

VIOLENTE ATTAQUE AÉRIENNE CONTRE HULL

Berlin, 16. — L'attaque aérienne allemande dirigée contre le port et les installations industrielles de ravitaillement de Hull, au cours de la nuit du 14 au 15 juillet, a été particulièrement favorisée par un magnifique brouillard qui a permis aux avions allemands d'opérer avec une grande précision les objectifs déterminés. Malgré une forte défense anti-aérienne, ils ont mené leur attaque avec grand succès. Les incendies, d'une moyenne et moindre importance, dans un grand foyer d'incendie s'est produisant dans les silos. Vers les premières heures du jour, le feu avait pris une formidable extension. Dans la partie Est du port, un réservoir à benzène a été touché et incendié.

BOMBARDERMENTS AÉRIENS EN PAYS DE GALLES

Berlin, 15. — L'agence D. N. B. apprend que le 14 juillet des avions d'audacieux vols diurnes au-dessus de la ville anglaise. Opérant en rassemblement, ils ont attaqué avec succès des objectifs d'importance importante. Le Pays de Galles. Tous les avions allemands sont rentrés indemnes à leur base.

GIBRALTAR BOMBARDÉ

La Ligne, 15. — Malgré une vive réaction de la D. A., deux avions allemands ont bombardé Gibraltar. Le feu de vingt navires marchands se trouvant dans le port et de nombreux unités de guerre étaient ancrées dans le port militaire. Les

Bizerte, des grands blessés de Syrie. Il a quitté la rade ce matin pour la métropole. Il ramène en France un certain nombre de blessés qui ont été soignés par les services médicaux de la présente convention, les avions britanniques seront mis en mesure d'utiliser tous les aérodromes et terrains d'atterrissage existants.

Un avion important

Un avion important a été ramené par un journaliste sur son opinion sur la conduite de nos vaillantes troupes pendant la campagne syrienne.

« Nos petits soldats ont été prétextés, se sont constamment battus à un contre quatre sans jamais manifester le moindre découragement. Les avions allemands ont été repoussés nos positions; j'ai fait la guerre 1914-18, j'ai vu de violents combats, mais ceux auxquels il m'a été donné d'assister en Syrie ont été plus durs, plus héroïques, plus étonnants. La France peut être fière de ses fils qui viennent d'ajouter une nouvelle page de gloire à son histoire militaire. »

Pire qu'un crime, une faute

L'attitude de Churchill dans l'affaire de Syrie sévèrement jugée par un journaliste parisien

Paris, 15. — Sous le titre « Pire qu'un crime, une faute », M. H. Lebrun écrit dans le « Cri du Peuple »:

« Les Anglo-gaullistes s'enfoncent dans le crime comme des malfaiteurs qui sont entraînés par leurs mauvais instincts, de forfaits en forfaits, jusqu'au jour du châtiment suprême qui est la conclusion normale de l'existence de ces malfaiteurs. »

Mais, pour reprendre un mot fameux, Churchill s'est rendu coupable de bien pire qu'un crime, car il vient d'être amené à commettre une faute.

Ainsi, après une lâche agression, malgré une résistance magnifique de l'adversaire qu'elle prétendait abattre en quelques jours et qui la tenait encore en respect au bout de cinq semaines, l'Angleterre fait à d'anciens alliés des conditions d'armistice matériellement plus dures que celles qui nous furent imposées il y a un an par un adversaire vainqueur qui nous avait vaincument plus dures; nous nous en sommes moqués.

« Mais, pour reprendre un mot fameux, Churchill s'est rendu coupable de bien pire qu'un crime, car il vient d'être amené à commettre une faute. »

« Les Anglo-gaullistes s'enfoncent dans le crime comme des malfaiteurs qui sont entraînés par leurs mauvais instincts, de forfaits en forfaits, jusqu'au jour du châtiment suprême qui est la conclusion normale de l'existence de ces malfaiteurs. »

« Mais, pour reprendre un mot fameux, Churchill s'est rendu coupable de bien pire qu'un crime, car il vient d'être amené à commettre une faute. »

« Les Anglo-gaullistes s'enfoncent dans le crime comme des malfaiteurs qui sont entraînés par leurs mauvais instincts, de forfaits en forfaits, jusqu'au jour du châtiment suprême qui est la conclusion normale de l'existence de ces malfaiteurs. »

« Les Anglo-gaullistes s'enfoncent dans le crime comme des malfaiteurs qui sont entraînés par leurs mauvais instincts, de forfaits en forfaits, jusqu'au jour du châtiment suprême qui est la conclusion normale de l'existence de ces malfaiteurs. »

« Les Anglo-gaullistes s'enfoncent dans le crime comme des malfaiteurs qui sont entraînés par leurs mauvais instincts, de forfaits en forfaits, jusqu'au jour du châtiment suprême qui est la conclusion normale de l'existence de ces malfaiteurs. »

« Les Anglo-gaullistes s'enfoncent dans le crime comme des malfaiteurs qui sont entraînés par leurs mauvais instincts, de forfaits en forfaits, jusqu'au jour du châtiment suprême qui est la conclusion normale de l'existence de ces malfaiteurs. »

« Les Anglo-gaullistes s'enfoncent dans le crime comme des malfaiteurs qui sont entraînés par leurs mauvais instincts, de forfaits en forfaits, jusqu'au jour du châtiment suprême qui est la conclusion normale de l'existence de ces malfaiteurs. »

« Les Anglo-gaullistes s'enfoncent dans le crime comme des malfaiteurs qui sont entraînés par leurs mauvais instincts, de forfaits en forfaits, jusqu'au jour du châtiment suprême qui est la conclusion normale de l'existence de ces malfaiteurs. »

« Les Anglo-gaullistes s'enfoncent dans le crime comme des malfaiteurs qui sont entraînés par leurs mauvais instincts, de forfaits en forfaits, jusqu'au jour du châtiment suprême qui est la conclusion normale de l'existence de ces malfaiteurs. »

LES AVIONS ANGLAIS S'ATTACKENT A UNE EGLISE ET A DES HOPITALS EN ALLEMAGNE

Berlin, 15. — Dans la nuit du 14 au 15 juillet, des avions britanniques ont survolé le nord-ouest de l'Allemagne. Les bombes explosives et incendiaires qui ont été lancées en plusieurs endroits ont causé des dommages principalement dans les quartiers habités. En outre, une église, un hôpital et un hospice ont été touchés. Une fois de plus, seuls les civils sont tombés victimes de ces attaques. Quatre appareils ennemis ont été descendus par des chasseurs nocturnes et la D. C. A.

Willkie confirme l'ordre de Roosevelt d'ouvrir le feu

Wendell Willkie a confirmé de façon sensationnelle les ordres de Roosevelt à la flotte de l'U.S.A. de hier par le correspondant new-yorkais de l'agence américaine « Tribune ». Willkie a déclaré à ses collaborateurs et amis intimes, que le président lui avait confirmé son ordre donné à la flotte américaine d'ouvrir le feu sans ménagement sur des navires de guerre, des sous-marins et des avions allemands.

Roosevelt lui aurait fait part de sa ferme décision d'ouvrir la guerre avec l'Allemagne en créant un « incident ». C'est pourquoi les unités de la flotte ont reçu l'ordre d'ouvrir le feu sur les navires allemands. Roosevelt espère de cette façon créer l'incident voulu. Le président a l'intention de mettre le congrès et le peuple de l'U.S.A. devant un fait accompli, une fois qu'il aura déclaré la guerre à l'Allemagne.

Le ministre de l'Intérieur Ickes a déclaré lors d'une assemblée que le gouvernement américain obtiendrait à tout prix la défaite de l'Allemagne. L'ex-ambassadeur américain à Paris M. Bullitt dit que le rôle commandant les opérations principales de la guerre à lui être élargi à la suite de documents publiés par l'Allemagne, a déclaré que le peuple américain avait été libéré et que les navires américains ne seraient pas les conséquences. Le colonel Donovan a dévoilé les plans de l'U.S.A. à l'égard de l'Europe en déclarant que le peuple américain ne se retirerait de la guerre comme en 1918, mais qu'ils voulaient participer effectivement à la destruction des peuples européens.

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

« Conformément aux instructions de M. le secrétaire d'Etat au Rayv..., des mesures sont actuellement envisagées en vue d'assurer, dans les limites du rationnement en vigueur l'approvisionnement des colonies et camps de vacances. »

« A cet effet, toutes les organisations intéressées sont invitées à effectuer la déclaration de l'effectif prévu à l'Inspection d'Académie (annexe de la Préfecture), avant le 20 juillet courant. »

« Ces déclarations devront préciser l'âge, la durée et le lieu du séjour des enfants. »

« A cet effet, dès maintenant, à la connaissance des intéressés que les enfants devront, au moment du départ, emporter leurs tickets de rationnement. »

« Deux cas sont à envisager: »

« Colonies de vacances: Seuls bénéficieront de ce séjour les enfants ayant fait l'apport de tous les tickets de rationnement. Journaux et mensuels. »

« Camps de vacances: Les enfants devront faire l'apport de tous les tickets de rationnement. Journaux et mensuels. »

INSPIRATIONS SOVIÉTIQUES

Le Journal « Washington Times Herald » nous apporte des articles de Pearson et de Charles de Gaulle par où doit s'effectuer l'attaque contre l'Europe. L'Union Soviétique demanderait à l'Angleterre — et on a l'impression que l'U.R.S.S. est en train d'effectuer l'attaque sur le Portugal et l'Espagne pour obliger l'Allemagne à une guerre terrestre dans l'ouest. Le gouvernement de l'U.S.A. avait l'intention non pas de se retirer de la guerre comme en 1918, mais qu'ils voulaient participer effectivement à la destruction des peuples européens.

A l'Office Central des Pétroles et dérivés

La Préfecture communique: « Les bureaux de l'Office central des pétroles et dérivés (O.C.P.D.) sont transférés du: 3, square Rameau, à Lille, au: 190, rue Nationale, à Lille, à dater du 14 juillet 1941. »

L'O.C.P.D. prend la nouvelle dénomination suivante: « Office Central des Huiles minérales » (O.C.H.M.).

Le directeur de l'Office et les chefs de service ne reçoivent que sur rendez-vous pris soit par téléphone soit par lettre.

Les numéros de téléphone sont les suivants: Lille 460-72, 460-73, 460-74. »

Les prix des pommes de terre nouvelles dans le Nord et le Pas-de-Calais

MM. les Préfets du Nord et du Pas-de-Calais viennent de prendre l'arrêté suivant:

Article Premier. — Dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais les prix des pommes de terre nouvelles, quelle que soit leur origine, sont fixés comme suit:

POMMES DE TERRE DE PRODUCTION LOCALE

Prix d'achat en culture. — Pour les périodes ci-après: Du 6 au 11 juillet: 215 frs les 100 kilos; du 12 au 18 juillet: 205 frs; du 19 au 24 juillet: 195 frs; du 25 juillet au 1er août: 185 frs.

Les marges et taxes devront invariablement être calculées, durant ces périodes, de la façon suivante: Transport: 20 frs; Marge G. E.: 14 »; Marge G. D.: 40 »; Marge D.: 40 »; Taxe B.: 17 »; Taxe sacherie transport à payer au B. N.: 34 »

Prix de vente au détail. — Du 6 au 11 juillet: 3 frs 90 le kilo; du 12 au 18 juillet: 3 frs 50; du 19 au 24 juillet: 3 frs 40; du 25 juillet au 1er août: 3 frs 30.

POMMES DE TERRE DE PROVENANCE DES AUTRES DÉPARTEMENTS

Prix d'achat au départ. — Pour les périodes ci-après: Du 6 au 11 juillet: 268 frs les 100 kilos; du 12 au 18 juillet: 258 frs; du 19 au 24 juillet: 248 frs; du 25 juillet au 1er août: 238 frs.

Les marges et taxes devront invariablement être calculées, durant ces mêmes périodes, de la façon suivante: Transport: 32 frs; Marge G. D.: 20 »; Marge G. E.: 14 »; Taxe B.: 17 »; Taxe sacherie transport à payer au B. N.: 34 »

Prix de vente au détail. — Du 6 au 11 juillet: 3 frs 60; du 12 au 18 juillet: 3 frs 40; du 19 au 24 juillet: 3 frs 40; du 25 juillet au 1er août: 3 frs 30.

Article 2. — Les infractions aux dispositions qui précèdent seront poursuivies et punies dans les conditions prévues par la loi du 21 octobre 1940 sur les prix.

Etat d'esprit du trio Churchill - Roosevelt - Staline

Pour le restant, le peuple allemand se manifeste au cours d'un événement de crainte à la suite de l'information suédoise. La grande sinistrité avec laquelle cette information est portée au public par le communiqué de presse, par contre, de voir jusqu'à quel point les dirigeants de l'Allemagne sont prêts et résolus de placer de leur côté un seulement devant l'opinion publique mondiale, mais également devant le peuple allemand.

Enfin, on déclare qu'il est intéressant de voir à quel point les principes du droit des gens parviennent à la connaissance du monde, précisément à un moment où les bolcheviks prouvent eux aussi dans l'affaire des navires-hôpitaux, le peu de cas qu'ils font du droit des gens. Du côté allemand on voit encore dans ces affaires une nouvelle manifestation de l'état d'esprit du trio Churchill-Roosevelt-Staline.

UN DESTROYER AMERICAIN AURAIT LANCÉ DES BOMBES CONTRE UN SOUS-MARIN ALLEMAND

New-York, 16. — Le « New-York Times » annonce qu'au cours d'un interview, le sénateur Walsh, président de la Commission des Affaires de la Mer, a fait vendredi dernier au cours d'une séance publique de la commission sénatoriale de la Marine, après les déclarations de Knox, le généralissime de l'attaque d'un sous-marin allemand un destroyer américain avait lancé des bombes sous-marines.

Toujours selon le « New-York Times », M. Knox a également démenti l'existence d'un accord entre les Etats-Unis et le gouvernement anglais relatif à une action conjointe dans l'Atlantique. Il a ajouté que jusqu'à ce jour aucun navire américain n'a navigué dans la zone de combat, telle qu'elle a été actuellement définie par l'approche d'un sous-marin allemand un destroyer américain avait lancé des bombes sous-marines.

LE CONTROLE DES ROUTES PAR LES AUTORITÉS AMÉRICAINES

New-York, 16. — Le président Roosevelt a signé la loi en vertu de laquelle les autorités maritimes fédérales reçoivent pouvoirs, dans l'intérêt de la défense du pays, de contrôler toutes les routes maritimes, de l'Amérique à l'étranger, de naviger ainsi que tous les conseils de navigation. Par suite de cette loi, les autorités maritimes fédérales peuvent donner un droit de préférence à des navires américains, soit à des navires étrangers pour tout ce qui concerne les questions de chargement, de déchargement, de ravitaillement, etc.

LA MAJORITÉ DU PEUPLE EST CONTRE LA GUERRE

New-York, 15.